



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie  
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Blois, le

29 JUIN 2009

Groupe de subdivisions de Loir et Cher

Ancienne décharge  
des « Galliennes »

à

MONTOIRE-SUR-LE-LOIR

Rapport de l'inspection des Installations Classées

Monsieur le Préfet de Loir et Cher

## 1. CONTEXTE

Dans le cadre du projet de réhabilitation de l'ancienne décharge des « Galliennes » à MONTOIRE-SUR-LE-LOIR, la municipalité de MONTOIRE-SUR-LE-LOIR a fait réaliser des études et des investigations par la société BURGEAP qui ont mené à l'élaboration d'une stratégie de réhabilitation. La mise en œuvre de la solution de réhabilitation proposée par le bureau d'étude à la mairie de MONTOIRE-SUR-LE-LOIR, a reçu un avis favorable de l'ensemble des protagonistes, afin qu'elle puisse être financée et réalisée sur l'exercice 2009 de la commune de MONTOIRE-SUR-LE-LOIR.

## 2. PRESENTATION

Le site de la décharge municipale des Galliennes est localisé à l'est du bourg de MONTOIRE-SUR-LE-LOIR (41). Il s'étend au nord de la ligne SNCF. D'une superficie de 4.5 ha, cette ancienne décharge est située dans la vallée alluviale du Loir.

Le site se situe en bordure de la ville de MONTTOIRE-SUR-LE-LOIR dans une zone périurbaine et est bordé par :

- Au sud, la voie de chemin de fer puis un terrain d'accueil des gens du voyage et au-delà un chemin et des terres agricoles ;
- A l'ouest, un chemin puis des habitations individuelles,
- Au nord, des terrains agricoles puis des habitations individuelles,
- A l'est, des terrains agricoles, un terrain d'accueil des gens du voyage et une habitation individuelle.

Le site n'est clôturé qu'au niveau de son chemin d'accès en partie ouest et est facilement accessible à partir du chemin qui se trouve au sud et à l'est ou à partir des terrains qui se situent au nord.

Historiquement, la première activité identifiée sur le site correspond à une activité d'extraction de matériaux alluvionnaires. A partir de 1972, les parcelles situées au nord de la voie de chemin de fer sont remblayées par des ordures ménagères et recouvertes de terres végétales. Un arrêté municipal en date du 19 octobre 1995 interdit l'accès à la décharge. Cependant cet arrêté n'est pas suivi d'effet puisque les apports de déchets industriels perdurent jusqu'en 2001.

Dans le cadre d'un projet de réhabilitation, la municipalité de MONTTOIRE-SUR-LE-LOIR a missionné la société BURGEAP pour disposer d'une évaluation des risques sanitaires de l'ancienne décharge. A cette fin, le bureau d'étude a réalisé en 2008 un diagnostic complémentaire et une évaluation des risques sanitaires avec une proposition de réhabilitation.

### 3. SITUATION ENVIRONNEMENTALE DU SITE

Depuis 2002, 5 études environnementales et 2 campagnes d'analyses des eaux souterraines ont été réalisées. La dernière étude réalisée par la société BURGEAP fait état du constat suivant :

#### Etat des milieux :

- dans les sols : la présence en partie ouest du site de déchets divers (ordures ménagères, déchets verts, déchets industriels banals et spéciaux...) dont le volume est estimé au environ de 80000m<sup>3</sup> ainsi que des déblais inerte en partie est du site (35000m<sup>3</sup>). Ces déchets reposent directement sur les terrains naturels et sont recouverts par une couche de matériaux inerte de 0.2 à d'épaisseur.
- dans les eaux souterraines, en aval du site : des teneurs élevées en fer, en manganèse, en nickel en hydrocarbures, en sulfates, en nitrites et en nitrates ;
- dans le milieu air : la présence de faibles concentrations en benzène dans l'air ambiant au droit du site.

Ces constats ont conduits la société BURGEAP à réaliser une estimation des risques sanitaires sur site et hors site dans le cadre de son aménagement actuel.

#### Concernant les risques sur site :

Les cibles pour lesquelles le risque sanitaire a été évalué sont les travailleurs adultes (employé de la commune), les adultes et les enfants qui seraient présents sur le site de l'ancienne décharge (présence : 2 heures par jour). Dans le cas de l'aménagement actuel du site et de la présence d'un recouvrement par des matériaux sains et des déchets, la voie d'exposition aux polluants retenue est l'inhalation de vapeurs sur le site. Les études menées par la société BURGEAP concluent à l'acceptabilité des risques pour les usagers du site.

#### Concernant les risques potentiels hors site :

Le recouvrement de la décharge en surface est déjà réalisé en grande partie. Les déchets font l'objet d'un recouvrement par des matériaux exempts de pollution. Ainsi les populations ne sont pas exposées à l'envol de poussières hors site. Dans le cas d'éventuelles vapeurs de polluants qui se disperseraient en dehors du site, une telle propagation est totalement négligeable compte tenu de l'état de pollution au droit du site et ne conduit pas à une surexposition des populations. D'autre part, des cibles peuvent être exposés à une pollution potentielle issue du site, ayant migré via les eaux souterraines en aval hydraulique.

#### Concernant les eaux souterraines :

Les calculs d'expositions ont montré la présence de risques inacceptables dans le cas de l'ingestion d'eaux souterraines par un enfant ou un adulte. La qualité des eaux souterraines au droit du site et en aval immédiat n'est pas compatible avec un usage sensible (usage domestique).

### **4. SOLUTION DE REHABILITATION**

Dans le cadre de cette réhabilitation et après la réalisation d'une étude technico-économique, le bureau d'étude propose de prendre les mesures de gestion suivantes :

#### Concernant le site :

- Mise en place d'une clôture sur l'ensemble de périmètre du site ;
- Comblement de la dépression résiduelle avec des matériaux inertes ;
- Modelage de finition en dôme de l'ensemble de la parcelle, avec complément de recouvrement terreux ;
- Mise en place de servitudes afin de restreindre l'usage du sous-sol ;
- Réalisation de mesures de prévention et d'entretien périodique à l'issue de la réhabilitation de la décharge.

#### Concernant l'usage de la nappe au droit et à l'aval du site :

- Maintien des restrictions d'usage existantes: l'arrêté préfectoral du 20 février 2003 impose au maire de Montoire une information de toutes les personnes susceptibles de posséder un puits captant la nappe alluviale du Loir et de celle de la craie sous-jacente, sur les risques de contamination des eaux de ces nappes souterraines, ces eaux devant être considérées comme impropres à la consommation humaine, à l'arrosage des potagers et à l'irrigation.
- Condamnation des puits RILLE-QUILLERE et DUVILLE pour un emploi uniquement de surveillance des eaux souterraines ;
- Maintien et renforcement du réseau piézométriques présent en aval du site afin de surveiller la zone d'impact du site ;
- Suivi de la qualité des eaux souterraines bisannuel.

## **5. PROJET D'ARRETE**

Le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, prescrit au maire de MONTAIGNE-SUR-LE-LOIR des mesures de sécurisation et de réhabilitation, afin qu'il place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site. Les prescriptions du projet d'arrêté sont basées sur les propositions de gestion du bureau d'étude, qui permettent de :

- réhabiliter le site pour un usage futur ;
- conserver en mémoire l'état du site (mise en place de servitudes pour restreindre l'usage des sols) avec maintien des restrictions d'usage actuelles pour les eaux souterraines ;
- surveiller et entretenir le site réhabilité.

Le projet d'arrêté fixe pour chaque type de travaux les délais de réalisations et les documents à transmettre.

Les prescriptions de ce projet d'arrêté s'appuient également sur les nouveaux outils méthodologiques mis en place par la circulaire ministérielle du 8 février 2007, relative aux modalités de gestion et de réaménagement de sites pollués.

## **6. CONCLUSION**

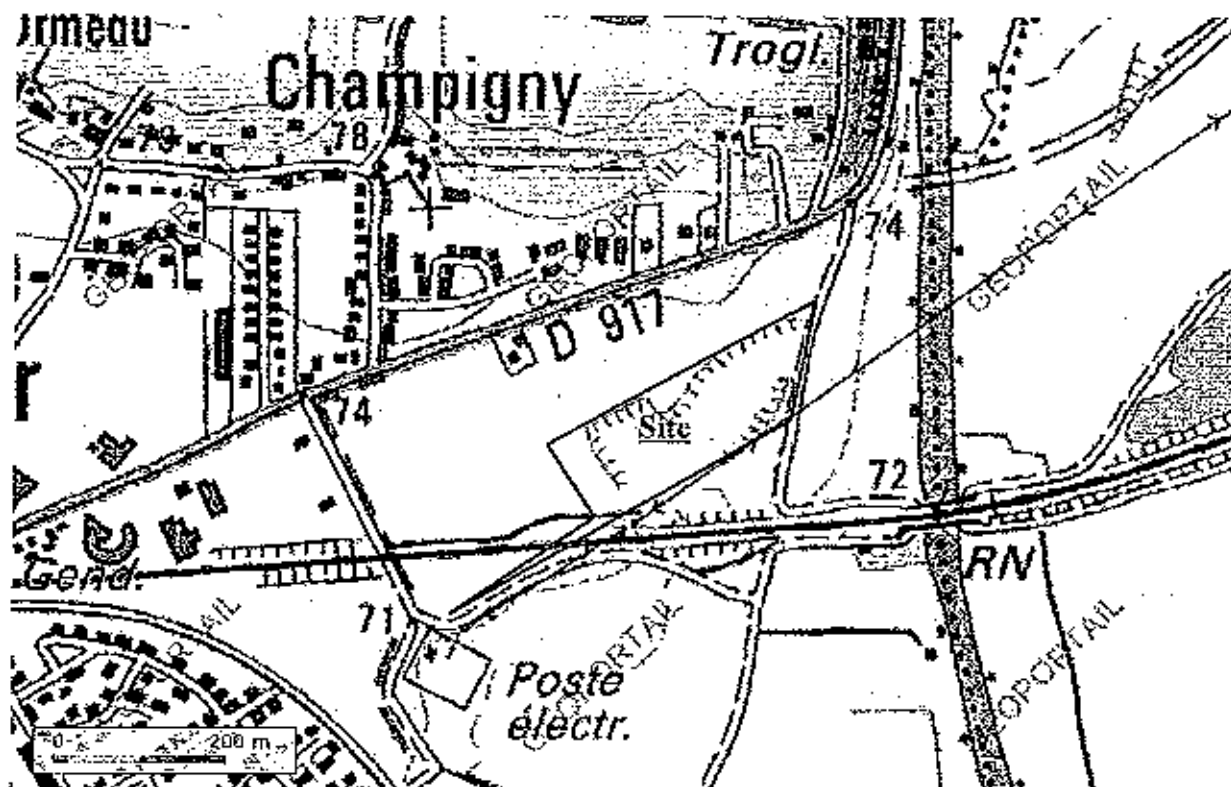
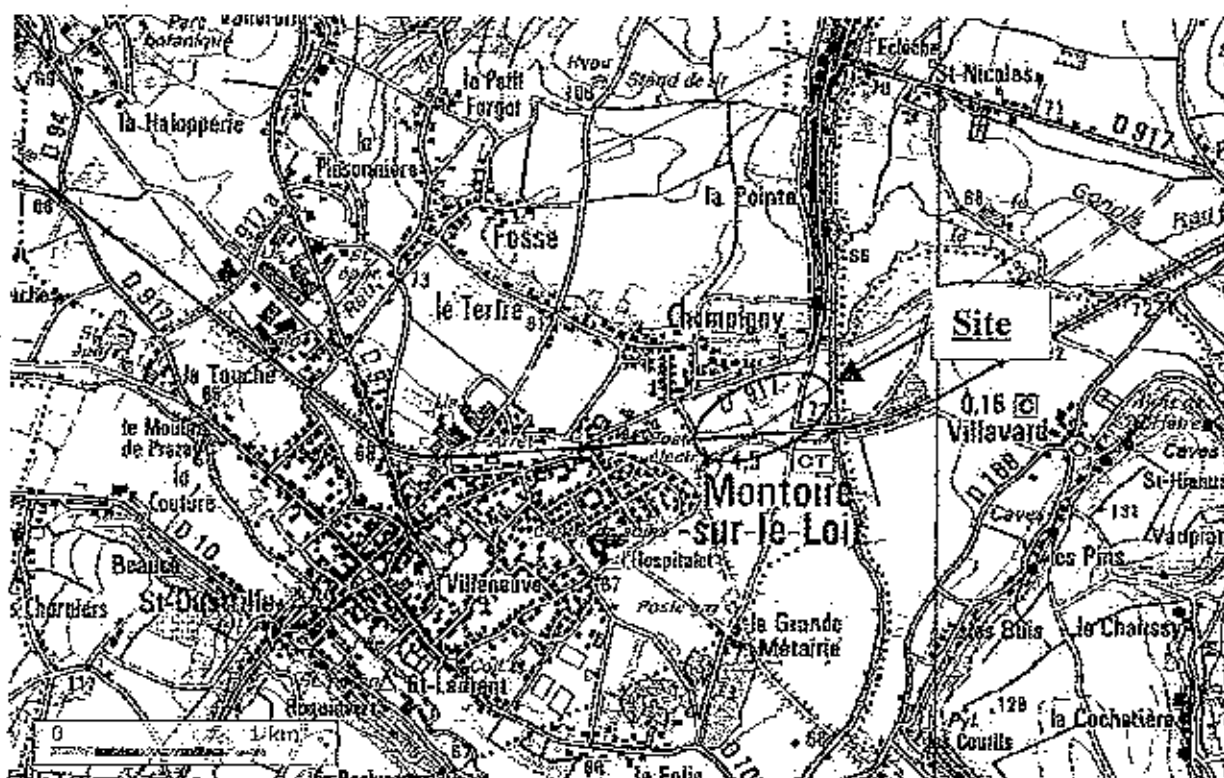
Compte tenu de ce qui précède et en application des l'article L.512-20 et R.512-78 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir et Cher d'imposer à Monsieur le Maire de MONTAIGNE-SUR-LE-LOIR le respect des prescriptions jointes au présent rapport.

Conformément à l'article L.512-20, le projet d'arrêté doit être soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) auquel il est proposé d'émettre un avis favorable.

## ANNEXE 1

### PLAN DE SITUATION

Décharge des « Galliennes » à MONTTOIRE-SUR-LE-LOIR





## ANNEXE 2

### Plan de localisation des piézomètres et des puits à prélever

